AÏN DEFLA

Saïd Barkat met au jour les carences du secteur de l'assistance sociale

Après la visite effectuée à l'hospice des personnes âgées de Hamam Righa, Saïd Barkat, le ministre de la Solidarité, s'est rendu au centre de sauvegarde de la jeunesse de Khemis Miliana, prévu pour accueillir 200 externes et 80 internes.

Il a pu constater que le centre pour lequel l'Etat a injecté quelque 10 milliards de centimes n'est pas encore achevé alors que les travaux ont été lancés depuis de nombreuses années. D'ailleurs, la date du lancement des travaux de réalisation a été «gommée» du tableau synopsis.

En quittant le centre, le ministre n'a pu s'empêcher de manifester sa désapprobation. S'adressant au DAS, il lui dira : «Ce n'est pas normal, l'Etat vous a tout donné et voilà un centre qui dort.» Ce dernier s'est contenté de dire au ministre : «Il sera terminé et ouvert avant la rentrée sociale de septembre, vous serez invité pour l'inaugurer.»

A Aïn Defla, Saïd Barkat découvrira une autre carence de son secteur lors de la visite qu'il a effectuée à la Maison des associations réalisée à Haï Choual. Il s'agit d'une structure pouvant abriter le siège d'une vingtaine d'associations mais où, malheureusement, une seule active, celle des donneurs de sang. Le prétexte avancé étant le manque d'équipements.

A noter que l'Etat débourse annuellement, dans le cadre de l'aide au secteur de l'assistance sociale, 11 millions de dinars, 1 milliard de centimes pour le couffin du Ramadan et 7,5 millions de dinars pour les associations caritatives.

Par ailleurs, les victimes du terrorisme bénéficient d'un programme portant sur l'attribution de 150 logements à raison de 1 million de dinars l'unité, programme complété par le budget de wilaya, l'enveloppe initiale s'avérant insuffisante.

Le ministre de la Solidarité a reçu, par ailleurs, 60 personnes âgées issus de cinq wilayas, bénéficiaires d'une opération d'échanges interwilayas. Les 60 personnes invitées par le secteur sur les 300 à l'échelle nationale bénéficient d'un programme de visites de sites historiques, de sources thermales (Hamam Righa), de soirées culturelles et artistiques.

Photo : Samir Sid

Saïd Barkat a manifesté sa désapprobation quant au retard dans l'achèvement des travaux.

Un autre programme similaire qui touche des jeunes de 30 wilayas, dont sept du Sud, choisis parmi ceux qui ont obtenu de bons résultats scolaires et qui n'ont pas de moyens. Les programmes visent, affirme M. Barkat, à renforcer les liens entre les Algériens, des liens de fraternité, de cohésion, de brassage géographique et sociologique.

A la question sur une éventuelle réévaluation du couffin du Ramadan, il dira : «Nous ne sommes pas le ministère du couffin et de la mendicité, notre objectif est de renforcer la solidarité, la fraternité entre les Algériens, un sens plus large et plus noble.»

Cependant, l'éventualité d'une autre forme d'aide aux familles necéssiteuses comme «un chèque» n'est pas exclue.

Pour la mendicité, le ministre reconnaît l'existence de véritables réseaux mafieux avec location de bébés pour sensibiliser leurs semblables. «On doit sévir contre ces réseaux et cesser de faire du populisme.

C'est toute la société qui doit se mobiliser pour lutter contre ces réseaux. L'Etat gendarme ne suffira pas», ajoutera-t-il.

«Je veux donner un sens, ajoutera-t-il humain à la solidarité, l'aspect matériel ne suffit pas», explique Saïd Barkat.

Parlant du braille, «nous ferons en sorte de l'étendre à tous les secteurs socioéconomiques, que le non-voyant ne finisse pas dans la mendicité mais lui permettre de s'intégrer, de se libérer en développant l'apprentissage du langage des signes et du braille à tous les niveaux».

Karim O.

L'OPGI de Blida répond à Farouk Ksentini

J'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir insérer, en vertu du droit de réponse et en lieu et place, dans votre quotidien *Le Soir d'Algérie,* cette mise au point relative à l'article paru en page 12 dans votre édition du jeudi 8 mars 2012, sous le titre «Il faut criminaliser le harcèlement sexuel».

Me Ksentini a bien voulu «se prêter au jeu» des questions-réponses, entretien réalisé par votre journaliste Nadia Salmi, sur la question du harcèlement sexuel.

Cependant, de par ses compétences avérées et sa notoriété, il aurait dû vérifier et constater que :

- L'accusé n'a jamais été le supérieur hiérarchique de la dame dont il est question,
- La mise à pied dont elle aurait été sujette n'est que de la pure fabulation.

La direction générale de l'OPGI de Blida, ayant pris connaissance de ce fait par le biais d'un journal, avait mis en place une cellule composée de cadres, pour l'examen de cette affaire, laquelle cellule avait pris les mesures conservatoires qui s'imposent, conformément à son règlement intérieur, à l'encontre des deux parties en prononçant une suspension provisoire dans l'attente d'une décision des instances judiciaires. La décision de la justice qui s'est prononcée par un non-lieu au profit de l'accusé ne peut être remise en cause et, de ce fait, les deux intéressés ont été réintégrés à leur poste de travail. Enfin, il y a lieu de s'interroger sur le pourquoi du choix de l'OPGI de Blida comme exemple, dans les déclarations de Me Ksentini, et celui de la date symbolique du 8 Mars, journée de la femme, tout en omettant de préciser que c'est une FEMME qui est à la tête de la direction générale de l'OPGI de la wilaya de Blida.

CÉLÉBRATION DE LA JOURNÉE MONDIALE DE L'ARBRE À TIGZIRT

«Un arbre pour chaque martyr»

Sous le slogan «un arbre pour chaque martyr», la Journée de l'arbre a été, pour les organisateurs de la célébration de l'événement à Tigzirt, l'Association culturelle Talsa Humanit'Art et la Conservation des forêts de la wilaya de Tizi-Ouzou, et ce, durant toute la journée de jeudi, une occasion pour sensibiliser la population, en l'invitant à planter un arbre afin de limiter les effets du réchauffement climatique surtout.

En plus d'une riche exposition de plusieurs espèces d'arbres qui poussent dans la région (le chêne-liège, le chêne zen, le pin d'Alep, le pin maritime…) qui a occupé, tout au long de la journée, le hall de la salle le Mizrana, une conférence-débat, animée conjointement par le chef du service protection de la faune et de la flore, Mohamed Skandraoui, responsable du secteur des forêts de la daïra de Tigzirt Mohamed-Saïd Ghezzaz, a attiré un public nombreux et jeune.

C'est à travers ladite communication justement, qu'on apprend que la couverture végétale ne représente que 16,15% de la surface totale du territoire national.

Dans la wilaya de Tizi-Ouzou, connue pour ses forêts denses, telles que celles de Yakourène, l'Akfadou et Mizrana, les forêts et les maquis représentent 112 000 ha de sa superficie. M. Skandraoui, pour qui «nous œuvrons à la protection de la forêt, en général», a eu à répondre aux nombreuses questions, comme celle relative à la nature des sanctions qu'encourraient ceux qui coupent les arbres forestiers ou encore les incendies dont serait coupable l'armée.

«On a une police des forêts qui travaille et quand un coupeur d'arbres est identifié, elle transmet son dossier à la justice», dira-t-il, précisant les difficultés que rencontre cette même police au niveau de certains massifs, où l'accès n'est pas facile.

Selon le conférencier, «une dizaine de délits sont enregistrés chaque année». Concernant les feux de forêt que causeraient les militaires, le chef du service de la protection de la faune et de la flore dira : «On ne peut pas s'immiscer dans la lutte anti-terroriste», une sorte d'aveu, quant aux auteurs de certains incendies.

Il est à noter que la célébration cette année à Tigzirt, de la Journée mondiale de l'arbre a été une réussite, et le mérite revient évidemment à l'association Talsa, la Conservation des forêts de la wilaya de Tizi-Ouzou et aux citoyens qui étaient nombreux à faire le déplacement.

Signalons, enfin, qu'un gala artistique, auquel ont pris part plusieurs chanteurs, dont Brahim Tayeb et Mohamed Meddour, a été au programme pour clore cette journée.

K. Bougdal

ILS TENTENT DE RENCONTRER LA CLASSE POLITIQUE MALIENNE

Les putschistes à la recherche d'une légitimité

Le groupe de militaires auteur du coup d'Etat contre Amadou Toumani Touré est à la recherche d'une légitimité auprès des représentants des partis politiques et des chefs religieux du Mali.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Trois jours après le renversement d'Amani Toumani Touré, la situation reste toujours aussi floue, malgré un semblant de calme qui règne dans l'ensemble du pays.

Hier, la junte au pouvoir a tenté de nouer des contacts avec les principales forces politiques maliennes. «Les militaires au pouvoir tentent de rencontrer les responsables politiques et du mouvement associatif ainsi que les principaux chefs religieux du Mali. Ils espèrent pouvoir trouver un terrain d'entente et de convenir d'orientations pour sortir le pays de l'impasse. Leur objectif consiste à obtenir l'adhésion de toutes les forces vives pour aboutir à un gouvernement d'union nationale», a expliqué, hier, Doukay Daou, rédacteur en chef du journal malien *Le Républicain*.

Pour l'heure, indique Doukay Daou, le Sadi (Solidarité africaine pour la démocratie et l'indépendance) d'Oumar Mariko, est le seul parti politique à avoir officiellement soutenu l'action de la junte militaire. «Les autres formations se sont contentées d'exiger le retour à l'ordre constitutionnel», souligne le journaliste. Reste que la reconnaissance d'un coup d'Etat par l'ensemble de la classe politique malienne entachera nécessairement sa crédibilité, tant au niveau de la population qu'auprès de la communauté internationale. «Il est certain qu'un tel acte est à abolir de tout pays démocratique. Mais ATT a plongé le Mali dans une situation de blocage. Il est vrai que nous aurions pu changer de pouvoir politique à l'occasion de la prochaine élection présidentielle qui n'est que dans quelques semaines. Mais ce putsch, qui n'est le fruit que d'un concours de circonstances, a précipité les choses», affirme Doukay Daou.

Les putschistes ont confirmé détenir le président déchu, les membres du gouvernement ainsi que les responsables des principales institutions du pays. Notons par ailleurs que le ministre kényan Moses Wetangula, son homologue zimbabwéen Simbarashe Mumbengegwi ainsi qu'Abadallah Triki, le secrétaire d'Etat tunisien auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé du monde arabe et de l'Afrique, sont toujours bloqués à Bamako. Les militaires se sont engagés à protéger et à faciliter l'évacuation des trois ministres ainsi que l'ensemble des diplomates en mission ou en poste au Mali. Sur le front du Nord, la situation reste encore très tendue puisque le Mouvement national de libération de l'Azawad poursuit ses opérations militaires. «Les militaires maliens sont plutôt préoccupés par la situation politique provoquée par le coup d'Etat.

Le contexte actuel est donc plutôt favorable aux rebelles touaregs qui restent très actifs sur le terrain», relève le rédacteur en chef du journal *Le Républicain*. Les prochains jours seront décisifs pour éviter au pays de sombrer dans la guerre civile.

T. H.